
Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2019

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Révisions du programme du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie de 2015 à 2017

Introduction

Le présent article décrit les révisions du programme du produit intérieur brut provincial et territorial (PIBPT) par industrie en termes réels¹ pour la période de 2015 à 2017. Ces révisions font suite à la diffusion, le 8 novembre 2018, des estimations du PIBPT pour les trois années de référence.

La diffusion de novembre 2018, des estimations du programme du PIBPT par industrie tient compte des changements apportés tant à l'année de base qu'aux années de référence qui ont changé de 2007 à 2012, à des fins de compilation. Le changement apporté à l'année de base signifie que les prix et les volumes servant à évaluer la production actuelle de biens et de services reposent désormais sur ceux d'une autre année, ce que fait en sorte que les poids des prix relatifs pour les estimations du produit intérieur brut (PIB) en dollars enchaînés à l'aide d'un indice de volume de type Fisher ont été mis à jour. Le changement de l'année de référence consiste en un rééchelonnage des données déjà publiées en fonction de la nouvelle année de référence mais tout en conservant les taux de croissance d'origine. Ainsi, l'analyse des taux de croissance demeure possible, mais il faut cependant faire preuve de prudence lors de l'analyse au moyen des niveaux.

Processus de révision

Les estimations du programme du PIBPT par industrie font l'objet de quatre types de révisions. Il y a en premier lieu l'accessibilité des données de base utilisées lors du processus de compilation. Dans ce cas-ci, il s'agit de révisions courantes qui sont réalisées lorsque des renseignements plus exhaustifs et complets deviennent accessibles. En deuxième lieu, il y a les changements apportés au système statistique, comme le remaniement d'enquêtes. En troisième lieu, il y a les changements aux concepts, aux classifications et aux définitions. Finalement, il y a les changements à la méthodologie, comme les améliorations apportées aux méthodes d'estimation.

Le programme du PIBPT par industrie intègre des renseignements provenant de nombreux fournisseurs de données. Ces derniers présentent tous des caractéristiques différentes (couverture, mécanisme de collecte, stratégie relative au contrôle et à l'imputation, moment de la diffusion, etc.). Ces renseignements sont intégrés dans un cadre statistique cohérent et normalisé, conformément au processus de compilation du programme. Des révisions sont attendues lors des différents cycles de diffusion au fur et à mesure que des renseignements plus exhaustifs et plus complets deviennent accessibles.

Dans la diffusion du 8 novembre 2018, de nouvelles valeurs repères des tableaux des ressources et des emplois (TRE) pour l'année de référence 2015 ont été intégrées. Ces tableaux sont calculés dans un cadre méticuleux et détaillé, afin d'offrir des renseignements tirés de données de la meilleure qualité possible que possède Statistique Canada sur la structure de l'économie canadienne.

La terminologie utilisée dans le présent article renvoie toujours aux diffusions présentées dans le tableau 1. Plus précisément, le terme **diffusion** renvoie à la date à laquelle les estimations du programme du PIBPT par industrie sont publiées. Par **itération**, on entend la version des estimations qui suit la transition entre deux diffusions ou séries d'estimations subséquentes. Par taux de croissance **initial**, on entend la première estimation pour une année précise. Le taux de croissance **publié antérieurement** renvoie à la publication immédiate des estimations avant l'automne 2018 et la **croissance révisée** renvoie à cette dernière période.

1. Les estimations des prix réels du PIB par industrie mesurent la croissance économique des industries sans l'effet des variations de prix.

Tableau 1
Calendrier des itérations de la publication de l'analyse des révisions annuelles

	Programme du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie			
	Année de référence 2014	Année de référence 2015	Année de référence 2016	Année de référence 2017
Première diffusion des données	30 avril 2015	12 mai 2016	1 ^{er} mai 2017	2 mai 2018
Première révision des données	10 novembre 2015	9 novembre 2016	8 novembre 2017	8 novembre 2018
Deuxième révision des données	9 novembre 2016	8 novembre 2017	8 novembre 2018	7 novembre 2019
Révision finale des données	8 novembre 2017	8 novembre 2018	7 novembre 2019	9 novembre 2020

Source : Statistique Canada, « Révisions du programme du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie de 2015 à 2017 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2019.

Aux fins de la publication, le niveau de détail de l'analyse des révisions touche uniquement le niveau du secteur (2 chiffres) du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) indiqué au tableau 2.

Tableau 2
Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

Code	Secteur
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse
21	Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
22	Services publics
23	Construction
31-33	Fabrication
41	Commerce de gros
44-45	Commerce de détail
48-49	Transport et entreposage
51	Industrie de l'information et industrie culturelle
52	Finance et assurances
53	Services immobiliers et services de location et de location à bail
54	Services professionnels, scientifiques et techniques
55	Gestion de sociétés et d'entreprises
56	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
61	Services d'enseignement
62	Soins de santé et assistance sociale
71	Arts, spectacles et loisirs
72	Services d'hébergement et de restauration
81	Autres services (sauf les administrations publiques)
91	Administrations publiques

Source : Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012*, (12-501-X)

Données et méthodologie

Les nouveautés suivantes en ce qui concerne les sources de données utilisées peuvent avoir eu une incidence sur les révisions pour la période de 2015 à 2017 :

- Pour l'année de référence 2014, le PIBPT n'avait pas accès aux données provisoires de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations (EDIR) qui peut constituer une source de révision ayant des répercussions sur la croissance de 2015. Les données provisoires de l'EDIR ont été publiées en juillet 2015, tandis que la publication du PIBPT a été faite en avril 2015, ce qui a eu des répercussions sur les estimations publiées antérieurement par le programme du PIBPT par industrie.
- De nouveaux échantillons et d'autres changements apportés aux processus ont été adoptés pour les programmes énumérés ci-dessous :
 - Enquête mensuelle sur le commerce de détail (EMCD), avril 2017;
 - Enquête mensuelle sur le commerce de gros (EMCG), mai 2017;
 - Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM), mai 2018.
- La transition vers le Programme intégré de la statistique des entreprises (PISE) a influé sur les estimations de certaines autres industries (comme la production, le transport et la distribution d'électricité).

Révisions apportées à la croissance du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie

Tableau 3

Révisions apportées à la croissance du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie

	2015		2016		2017	
	Antérieurement publié	Croissance révisée	Antérieurement publié	Croissance révisée	Antérieurement publié	Croissance révisée
	pourcentage					
Terre-Neuve-et-Labrador	-1,50	-1,08	1,72	1,72	2,10	0,88
Île-du-Prince-Édouard	1,51	1,40	2,19	1,68	3,17	3,45
Nouvelle-Écosse	1,16	0,76	1,05	1,52	1,22	1,49
Nouveau-Brunswick	2,30	0,79	1,20	1,39	1,95	1,99
Québec	1,01	0,96	1,53	1,46	3,08	2,90
Ontario	2,78	2,65	2,62	2,45	2,79	2,77
Manitoba	1,36	1,37	2,12	1,67	2,91	3,13
Saskatchewan	-1,24	-0,76	-0,45	-0,26	2,86	2,29
Alberta	-3,93	-3,49	-3,60	-4,06	4,85	4,59
Colombie-Britannique	3,25	2,32	3,59	3,36	3,94	4,01
Yukon	-7,94	-7,60	8,29	7,00	-1,44	2,90
Territoires du Nord-Ouest	1,24	1,02	0,83	1,27	5,25	3,88
Nunavut	-0,66	-0,41	1,90	3,46	13,33	10,31

Source : Statistique Canada, « Révisions du programme du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie de 2015 à 2017 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2019.

Le tableau 3 montre les révisions relatives à l'ensemble de l'économie pour toutes les provinces et tous les territoires, de la publication précédente à la publication la plus récente de novembre 2018. Pour l'année de référence 2015, la révision générale à la baisse de la croissance nationale du PIB réel a fait en sorte que les estimations ont été revues à la baisse pour six provinces et un territoire. Parmi toutes les provinces, le Nouveau-Brunswick a fait l'objet de la révision la plus importante en ce qui a trait au taux de croissance qui est passé d'une hausse de 2,30 % publiée antérieurement à un taux révisé de 0,79 %.

Pour 2016 et 2017, le PIB réel a aussi été revu à la baisse à l'échelle nationale. Pour l'année de référence 2016, les estimations de la croissance du PIB pour six provinces et le Yukon ont été revues à la baisse. Les révisions les plus importantes en pourcentage concernent l'Île-du-Prince-Édouard (0,51 point de pourcentage) et la Nouvelle-Écosse (0,47 point de pourcentage). Pour l'année de référence 2017, la révision à la baisse la plus importante a été observée à Terre-Neuve-et-Labrador, dont le taux de croissance de 2,10 % publié antérieurement a été revu pour s'établir à 0,88 %. En 2017, le Yukon a été la seule occurrence pour laquelle le taux de croissance publié antérieurement a changé de signe (passant d'une baisse de 1,44 % à une hausse de 2,90 %).

Le tableau 4 montre le calcul de la moyenne des estimations du PIB réel publiées antérieurement et révisées pour la période de référence de 2015 à 2017. Ce tableau et le tableau 3 servent à obtenir la révision absolue moyenne de la croissance du PIB réel montrée ci-dessous.

Tableau 4
Révisions apportées à la croissance moyenne du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie

	2015 à 2017	
	Croissance moyenne du PIB réel publiée antérieurement	Croissance moyenne révisée du PIB réel
	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador	0,77	0,51
Île-du-Prince-Édouard	2,29	2,18
Nouvelle-Écosse	1,14	1,26
Nouveau-Brunswick	1,82	1,39
Québec	1,87	1,77
Ontario	2,73	2,62
Manitoba	2,13	2,06
Saskatchewan	0,39	0,42
Alberta	-0,89	-0,99
Colombie-Britannique	3,59	3,23
Yukon	-0,36	0,77
Territoires du Nord-Ouest	2,44	2,06
Nunavut	4,86	4,45

Source : Statistique Canada, « Révisions du programme du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie de 2015 à 2017 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2019.

Le tableau 5 montre les révisions absolues moyennes en points de pourcentage pour la période d'analyse de 2015 à 2017 pour chaque province et territoire. L'ampleur des révisions absolues moyennes est calculée en utilisant la différence entre le taux de croissance le plus récent et le taux publié antérieurement. Pour la période de référence de 2015 à 2017, la révision absolue moyenne allait de 0,07 point de pourcentage à 1,13 point de pourcentage. Le Nouveau-Brunswick était la province affichant la révision absolue moyenne la plus importante, soit 0,43 point de pourcentage, attribuable aux révisions apportées en 2015.

Tableau 5
Révisions absolues moyennes apportées au produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie

	2015	2016	2017	2015 à 2017
	pourcentage			
Terre-Neuve-et-Labrador	0,42	0,00	1,22	0,27
Île-du-Prince-Édouard	0,11	0,51	0,28	0,11
Nouvelle-Écosse	0,42	0,47	0,27	0,11
Nouveau-Brunswick	1,51	0,19	0,04	0,43
Québec	0,05	0,07	0,18	0,10
Ontario	0,13	0,17	0,02	0,11
Manitoba	0,01	0,45	0,22	0,07
Saskatchewan	0,48	0,19	0,57	0,03
Alberta	0,44	0,46	0,26	0,10
Colombie-Britannique	0,93	0,23	0,07	0,36
Yukon	0,34	1,29	4,34	1,13
Territoires du Nord-Ouest	0,22	0,44	1,37	0,38
Nunavut	0,25	1,56	3,02	0,40

Source : Statistique Canada, « Révisions du programme du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie de 2015 à 2017 », *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X), 2019.

Les révisions apportées à la croissance du produit intérieur brut réel provincial et territorial par industrie visent les années de référence de 2015 à 2017 au cours du cycle de révision

Terre-Neuve-et-Labrador

En 2015, le PIB initial de Terre-Neuve-et-Labrador a reculé de 2,2 %. La baisse a été finalement établie à 1,1 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la hausse étaient la construction, et celui de l'industrie de l'information et l'industrie culturelle. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par une révision à la baisse dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Dans le secteur de la construction, la baisse initiale de 7,3 % a fait place à une hausse de 3,3 %. La révision à la hausse dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle, passant d'une baisse de 2,3 % à une croissance finale de 5,2 %, a été principalement attribuable au sous-secteur des télécommunications.

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz, qui est le plus important dans la province, a fait l'objet d'une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage entre la première diffusion (-8,9 %) et la dernière diffusion (-9,1 %).

En 2016, le taux de croissance du PIB total publié initialement était de 1,9 %. Il était pratiquement inchangé (+1,7 %) lors des deux dernières diffusions. Le secteur de la construction a contribué le plus à la révision à la baisse, laquelle a été atténuée par les estimations dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Pour 2017, le taux de croissance initial du PIB de Terre-Neuve-et-Labrador était de 2,1 %. Il a été revu à la baisse pour s'établir à 0,9 %. Les secteurs de la construction et du transport et de l'entreposage ont contribué le plus à la révision à la baisse.

Île-du-Prince-Édouard

En 2015, le PIB initial de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 1,5 % et a été fixé à 1,4 % lors de la diffusion de novembre 2018. Les principaux secteurs qui ont contribué à la révision à la baisse étaient les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement, la construction, le commerce de gros et le commerce de détail. Les révisions à la hausse dans le secteur de la fabrication ont atténué la révision à la baisse de la croissance économique de la province.

Les estimations du secteur des services administratifs, des services de soutien, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement ont été revues à la baisse, passant d'une réduction initiale de 3,1 % à une baisse de 10,7 %. La révision du secteur de la construction a principalement eu lieu lors de la troisième itération, puisque la croissance était de 0,8 % dans la deuxième itération et qu'elle a baissé de 3,4 % dans la troisième itération, pour s'établir à -2,3 % dans l'itération finale. Dans chaque itération du cycle de révision, le secteur du commerce de gros a été revu à la baisse, passant d'une hausse de 4,1 % à une baisse de 7,9 % en raison des révisions à la baisse dans 7 des 9 sous-secteurs.

La plupart des révisions touchant le secteur de la fabrication sont survenues dans la dernière itération. Les estimations sont passées d'une croissance initiale de 0,9 % à une hausse de 10,6 %.

Pour 2016, le taux de croissance initial du PIB de 2,4 % est désormais estimé à 1,7 %. Les principaux secteurs à l'origine de la révision à la baisse sont la construction, le commerce de gros et la fabrication.

Pour 2017, l'estimation de la hausse de 3,2 % du PIB publiée antérieurement a été revue pour s'établir à 3,4 %. Les révisions concernaient principalement l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, ainsi que la construction.

Nouvelle-Écosse

En 2015, le PIB de la Nouvelle-Écosse a augmenté de 0,8 % avant de progresser légèrement dans les deux itérations suivantes, pour finalement afficher une hausse de 0,8 %. Les secteurs qui ont contribué le plus aux révisions étaient l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, ainsi que l'industrie de l'information et l'industrie culturelle.

Le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse a été revu : son taux de croissance initial de 7,7 % a fait place à une baisse finale de 2,2 %. Les révisions ont été observées surtout dans le sous-secteur de la pêche, de la chasse et du piégeage, lequel a affiché une différence de 13,0 points de pourcentage. Les révisions à la baisse ont été atténuées par le secteur de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle. La première itération faisait état d'une baisse (-1,0 %), tandis que la dernière publication mentionnait une hausse définitive (+5,9 %).

En 2016, la première estimation indiquant une hausse de 0,9 % du PIB a été révisée pour faire place à une hausse de 1,5 % dans la version la plus récente. Le principal secteur à l'origine de cette révision est celui de la construction.

Pour 2017, le taux de croissance de l'économie totale publié antérieurement a augmenté de 1,2 % avant de passer à 1,5 % dans la dernière diffusion. Les secteurs qui ont contribué le plus aux révisions sont l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, le commerce de détail, et les administrations publiques.

Nouveau-Brunswick

En 2015, au moment de la première diffusion, l'économie totale a enregistré une hausse de 1,9 %. Le taux de croissance s'est ensuite établi à 0,8 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse étaient le commerce de gros, le commerce de détail et la fabrication.

Le taux de croissance de 6,0 % du secteur du commerce de gros publié antérieurement a fait place à une baisse de 2,5 %, les taux de croissance de 8 des 9 sous-secteurs ayant été revus à la baisse. Le taux de croissance du secteur du commerce de détail est passé d'une hausse de 3,2 % à une baisse de 0,4 %, les estimations de 7 des 12 sous-secteurs ayant été revues à la baisse. Le taux de croissance publié antérieurement du secteur de la fabrication était de 4,3 %. Il a baissé pour se situer à 2,2 %, principalement en raison des révisions apportées aux activités diverses de fabrication et à la fabrication de boissons et de produits du tabac.

En 2016, l'estimation courante de 1,4 % correspondait essentiellement au taux de croissance initial observé après une légère révision à la baisse de l'estimation établie à 1,2 % lors de la deuxième itération. La révision initiale à la baisse dans la première itération a été principalement attribuable à des révisions dans les secteurs de la construction, de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi que de la fabrication. Les secteurs ayant contribué le plus à la révision à la hausse dans la deuxième itération étaient ceux de la construction et de la fabrication.

Pour 2017, le taux de croissance de 1,9 % qui a été publié antérieurement est désormais estimé à 2,0 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la hausse sont les soins de santé et l'assistance sociale, le commerce de détail et les administrations publiques.

Québec

En 2015, le taux de croissance initial de 1,1 % du PIB du Québec a été révisé pour s'établir finalement à 1,0 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la légère révision à la baisse sont le commerce de gros, et les services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que le transport et l'entreposage.

La plupart des révisions dans le secteur du commerce de gros ont été faites lors de la dernière itération, alors que le secteur est passé d'une croissance initiale de 2,4 % à une baisse finale de 2,5 %. Les grossistes-distributeurs

de matériaux et fournitures de construction, et les grossistes-distributeurs d'articles personnels et ménagers ont contribué à la révision globale dans ce secteur.

Le taux de croissance du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques a varié, passant d'une hausse (+1,5 %) à une baisse (-1,5 %) dans la publication définitive, alors que les estimations de 5 des 9 sous-secteurs ont été revues à la baisse. La hausse initiale de 3,7 % dans le secteur du transport et de l'entreposage a été atténuée pour s'établir à 2,5 %. Cela s'explique principalement par une révision touchant le transport aérien.

Pour 2016, la croissance initiale de 1,7 % est désormais établie à 1,5 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse étaient le commerce de gros et les soins de santé et l'assistance sociale, ainsi que la fabrication.

Pour 2017, le taux de croissance de 3,1 % publié antérieurement a été révisé pour s'établir à 2,9 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse étaient le commerce de gros et la fabrication.

Ontario

En 2015, le taux de croissance initial de 2,5 % s'est établi à 2,6 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la hausse sont la construction et l'industrie de l'information et l'industrie culturelle, ainsi que les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement.

Les estimations du secteur de la construction ont été revues à la hausse, soit de 3,0 points de pourcentage entre la diffusion initiale (+5,3 %) et la diffusion finale (+8,3 %), tandis que 4 des 5 sous-secteurs ont fait l'objet d'une révision à la hausse entre le moment de la diffusion initiale et celui de la diffusion des estimations finales. En ce qui concerne le secteur de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle, la baisse de 0,8 % a fait place à une hausse de 2,1 %. Les estimations du secteur des services administratifs, des services de soutien, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement sont passées d'une baisse initiale de 0,5 % à une hausse finale de 2,7 %.

En 2016, le taux de croissance du PIB de l'Ontario initialement diffusé à 2,6 %, a été revu à la baisse pour s'établir à 2,4 %. Les révisions à la hausse dans les secteurs de la fabrication, de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse, ainsi que des services d'enseignement ont été légèrement contrebalancées par des révisions à la baisse dans les secteurs de la finance et des assurances, des services immobiliers et services de location et de location à bail, ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques.

En 2017, le taux de croissance du PIB total n'a pas changé (+2,8 %) par rapport à la diffusion antérieure.

Manitoba

En 2015, le taux de croissance initial de 2,3 % du PIB du Manitoba a été revu à la baisse pour s'établir à 1,4 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse sont le commerce de gros, la fabrication et la construction, ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs.

Le taux de croissance du secteur du commerce de gros a changé de signe, passant d'une hausse initiale de 2,0 % à une baisse de 8,2 % dans la publication finale. La révision du secteur de la fabrication a été réalisée principalement lors de la dernière diffusion, alors que la baisse initiale de 1,9 % a fait place à une baisse finale de 5,9 %. Dans la dernière itération, 11 des 19 sous-secteurs ont enregistré une baisse.

Les estimations du secteur de la construction ont été revues à la baisse, passant d'une hausse initiale de 9,6 % pour s'établir désormais à 5,0 %. Tous les sous-secteurs ont conservé leur signe de croissance économique d'origine, bien que la révision à la baisse ait été principalement attribuable aux travaux de génie. Toutes les industries du secteur des arts, des spectacles et des loisirs ont fait l'objet d'une révision à la baisse, principalement au moment de la dernière itération. La croissance initiale de 7,4 % a été remplacée par une baisse de 0,6 %.

Pour 2016, le taux de croissance initial de 2,4 % publié en avril 2017 est désormais établi à 1,7 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse sont la construction et la fabrication. La révision à la baisse du secteur de la construction s'est produite lors de la troisième itération, lorsque la contribution est passée de positive à négative. La révision du secteur de la fabrication a eu lieu principalement au moment de la deuxième itération. Les révisions à la hausse dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, et du secteur public ont limité la révision à la baisse du taux de croissance économique de la province.

Pour 2017, le taux de croissance initial de 2,9 % du PIB du Manitoba est désormais établi à 3,1 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse sont le commerce de gros, la construction, et les services professionnels, scientifiques et techniques.

Saskatchewan

Pour 2015, le PIB de la Saskatchewan initialement évalué à -1,4 % a été revu à la hausse pour finalement s'établir à -0,8 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la hausse sont la construction, l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse et, dans une moindre mesure, l'industrie de l'information et l'industrie culturelle.

Le secteur de la construction a contribué le plus à la révision à la hausse du PIB; une baisse initiale de 19,0 % y a été enregistrée, puis celle-ci s'est atténuée pour se situer à -10,5 %. Cette situation a été principalement attribuable à des révisions touchant les travaux de génie. Le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse a été revu à la hausse, de la publication initiale (-0,4 %) à la dernière itération (+6,9 %), les estimations pour les cultures agricoles ayant été revues à la hausse.

Pour 2016, la baisse initiale de 1,0 % du PIB s'établit désormais à -0,3 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la hausse sont l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, la construction, l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, et le commerce de gros.

Pour 2017, la croissance initiale de 2,9 % a été revu à la baisse pour s'établir à 2,3 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse de la croissance économique de la province sont l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, et la fabrication.

Alberta

En 2015, la baisse initiale de 4,0 % du PIB de l'Alberta s'est atténuée pour se situer à -3,5 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la hausse étaient l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, la fabrication et la construction. Des révisions à la baisse remarquables ont été observées dans les secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques, du commerce de gros et du commerce de détail.

Après avoir enregistré une baisse initiale de 4,5 %, la baisse dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a été revue pour être fixée à 2,6 %. Les taux de croissance de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques et des activités de soutien à l'extraction de pétrole et de gaz ont été revus à la hausse, tandis que le taux de croissance de l'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques a été revu à la baisse.

Les révisions à la hausse dans le secteur de la fabrication, qui est passé d'une baisse initiale de 6,9 % à une baisse finale de 4,1 %, ont été principalement attribuables à une révision touchant la fabrication des produits chimiques de base. Le secteur de la construction a aussi été revu à la hausse, de sorte que la baisse de 16,7 % a été remplacée par une baisse de 15,6 %. Les révisions ont été effectuées principalement dans la troisième itération.

Pour 2016, la baisse initiale de 3,8 % du PIB de la province a augmenté pour s'établir à -4,1 %. Des révisions notables ont été observées dans les secteurs de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi que de la construction. Un taux de croissance inférieur a été enregistré pour les industries productrices de services. Cette situation est principalement attribuable à une révision des estimations des services professionnels, scientifiques et techniques.

En Alberta, la croissance initiale de 4,9 % du PIB en 2017 est désormais établie à 4,6 %. Les révisions à la baisse ont touché principalement les industries productrices de services, surtout celles du commerce de gros, des services professionnels, scientifiques et techniques, et des services immobiliers et services de location et de location à bail.

Colombie-Britannique

Le taux de croissance initial de 3,0 % du PIB de la Colombie-Britannique en 2015 a été revu à la baisse, pour afficher 2,3 %, alors que 12 des 20 secteurs ont enregistré une révision à la baisse. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision sont le commerce de gros et de détail, les services d'enseignement, ainsi que les services immobiliers et services de location et de location à bail. Les révisions à la baisse de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle ont été atténuées par des révisions à la hausse dans l'industrie des télécommunications.

L'estimation initiale pour le secteur du commerce de gros est passée d'une hausse de 2,5 % à une baisse de 2,8 %. Dans le cas de 7 des 9 sous-secteurs, les estimations ont été revues à la baisse. En outre, la même proportion de sous-secteurs a enregistré des changements de signe entre le moment de la publication initiale et celui de la publication définitive.

Le taux de croissance initial de 6,3 % du secteur du commerce de détail a été revu à la baisse pour s'établir à 3,0 %. Les taux de croissance de 7 des 12 sous-secteurs ont été revus à la baisse.

La croissance du secteur des services d'enseignement a été atténuée, passant d'une hausse de 6,9 % à une hausse de 4,4 %, tandis que les estimations pour tous les sous-secteurs ont été revues à la baisse. Dans le cas du secteur des services immobiliers et des services de location et de location à bail, les taux de croissance ont été revus à la baisse pour les bailleurs de biens immobiliers, les bureaux d'agents et de courtiers immobiliers et les activités liées à l'immobilier.

Pour 2016, la croissance initiale de 3,7 % est désormais établie à 3,4 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse sont la construction, la fabrication, et l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz.

En 2017, le taux de croissance de l'économie totale fixé au départ à 3,9 % a augmenté pour atteindre 4,0 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la hausse sont la construction et la fabrication.

Yukon

En 2015, la baisse initiale de 3,8 % observée dans l'ensemble de l'économie s'est accentuée pour atteindre -7,6 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse sont la construction, le commerce de détail et les services professionnels, scientifiques et techniques.

Les révisions dans le secteur de la construction sont survenues principalement dans la troisième itération, alors que la croissance initiale de 5,1 % a été revue à la baisse pour afficher une diminution de 21,6 %. La dernière diffusion faisait état d'une baisse de 25,1 %. La révision concernait la construction de bâtiments non résidentiels, les estimations finales étant fondées sur les dépenses réelles, au lieu des permis de bâtir, qui eux comprenaient la valeur des projets n'ayant pas encore commencés. Dans le secteur du commerce de détail, la hausse de 1,7 % a fait place à une baisse de 5,9 %, attribuable principalement à une révision à la baisse des données sur les marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces. La hausse initiale de 5,1 % du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques a été remplacée par une baisse de 8,5 % en raison des estimations révisées pour l'architecture, le génie et les services connexes.

En 2016, le taux de croissance initial de 8,2 % du PIB du Yukon a été revu à la baisse pour s'établir à 7,0 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse sont l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, les administrations publiques, la fabrication, ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques.

En ce qui concerne l'année de référence 2017, la baisse de 1,4 % enregistrée pour l'ensemble de l'économie a été revue pour afficher une hausse de 2,9 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la hausse sont l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, les administrations publiques, ainsi que le transport et l'entreposage.

Territoires du Nord-Ouest

En 2015, le taux de croissance de l'économie totale des Territoires du Nord-Ouest a été fixé initialement à 2,5 %. Il a été revu à la baisse dans les deux itérations subséquentes pour s'établir finalement à 1,0 %. Les secteurs qui ont eu les répercussions les plus importantes sur la révision à la baisse sont l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi que le transport et l'entreposage.

La baisse initiale de 2,9 % du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a été revue à la baisse pour s'établir à -5,4 %. Le secteur du transport et de l'entreposage est passé d'une hausse (+5,2 %) à une baisse finale (-5,3 %), attribuable principalement à une révision à la baisse dans l'industrie du transport aérien.

En 2016, l'ensemble de l'économie a enregistré au départ une légère baisse de 0,1 % qui a été revue à la hausse, de sorte que la croissance finale est présentement estimée à 1,3 %. L'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz représentent le secteur qui a contribué le plus à cette révision à la hausse.

Pour 2017, la croissance initiale du PIB des Territoires du Nord-Ouest a été de 5,2 %. Elle est désormais établie à 3,9 %. La construction est le secteur qui a contribué le plus à la révision.

Nunavut

En 2015, le PIB du Nunavut a très peu varié, de la première estimation (-0,3 %) à la dernière estimation (-0,4 %). Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse sont l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, la construction et le secteur public.

La révision touchant l'ensemble de l'économie a été principalement attribuable à la révision au fil du temps du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz. La diffusion initiale faisait état d'une baisse de 2,3 %. Le tout a été revu à la hausse pour s'établir à 4,5 % et a été ensuite revu à la baisse en novembre 2017 (-6,2 %) et en novembre 2018 (-6,4 %), alors que de nouveaux renseignements sur l'extraction de minerais de fer sont devenus accessibles. La majorité de la révision dans le secteur de la construction a été faite lors de la dernière diffusion : le secteur est alors passé d'une baisse initiale de 8,5 % à une baisse finale de 2,9 %. La croissance du secteur public a été revue à la hausse, passant de 2,0 % à 3,5 %.

Le taux de croissance de l'économie totale du Nunavut en 2016 a été révisé, passant de 3,9 % à 3,5 % dans la dernière diffusion. La révision à la baisse du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a été atténuée en partie par des révisions à la hausse du secteur de la construction et du secteur public.

Pour 2017, la croissance initiale du PIB du Nunavut a été de 13,3 %. Elle est désormais établie à 10,3 %. Les secteurs qui ont contribué le plus à la révision à la baisse sont le commerce de gros ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques.